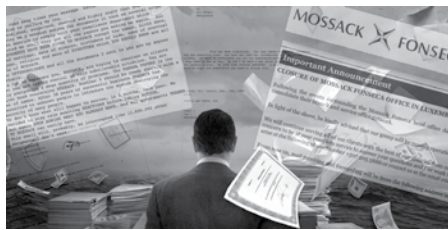


## EKONOMI



PANAMA PAPERS

# Le prévoyant

Luc Caregari

**Grâce à sa collaboration avec la « Süddeutsche Zeitung » et l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), le woxx a accès aux Panama Papers. Dorénavant, nous explorerons les liens entre hommes politiques et le cabinet Mossack Fonseca - avec un premier cas : Roy Reding.**

À la fin, il semble avoir compris plus tôt que les autres que faire du business avec Mossack Fonseca n'était peut-être pas vraiment compatible avec une carrière politique - surtout si celle-ci se base sur l'image d'un tribun populaire soucieux des problèmes des « petites gens ». Ainsi, dans un message à l'antenne grand-ducale du cabinet panaméen datant du printemps 2015 (donc avant la révélation des Panama Papers), Reding écrit que concernant l'évolution récente autour des compagnies offshore et toute la publicité autour des failles advenues, il se réjouit que sa firme soit « struck off », donc liquidée. Et de promettre de rester « onshore » à l'avenir.

La firme en question s'appelle Chuck Morrison Ltd et était domici-

liée aux Seychelles. Si l'archipel de 115 îles, qui se trouve dans l'ouest de l'océan Indien, est connu pour le tourisme et pour son histoire romantique - les premiers à l'utiliser comme base arrière furent des pirates, avant que les Français ne s'emparent des îles -, elle joue aussi un rôle majeur dans la finance offshore. Ainsi, il est



encore aujourd'hui possible de s'y procurer des « shelf companies » en quelques clics. Une firme privée nommée Fidelity Corporate Services fait toujours de la pub pour cette sorte de firmes.

Et il faut dire que les « shelf companies » ou « ready-made companies » sont vachement pratiques : elles sont soit préenregistrées, soit

prêtes à l'enregistrement et peuvent être achetées immédiatement. Ces firmes prêtes à l'emploi n'ont pas encore été impliquées dans des opérations commerciales et n'ont donc pas d'obligations - elles sont complètement vierges et cent pour cent légales. Certes, cela dépend de ce que vous voulez en faire, mais la rapidité et la discrétion du service ne sont certainement pas faites pour ne pas attirer les fraudeurs.

## Compagnies prêtes à l'emploi

Contacté par le woxx, Reding a admis avoir été le propriétaire de Chuck Morrison Ltd et indiqué que « la firme a été utilisée uniquement pour une activité de commissaire aux comptes d'une SA luxembourgeoise ». Le député ADR indique aussi l'avoir liquidée à cause de « la perte de réputation de cette juridiction », qui aurait rendu « impossible le travail avec un tel instrument ». Pourtant, dans le document de commande de la firme, il est indiqué que l'activité de la firme serait double : constitution fiduciaire et détention de participations...

Mais passons, car les Seychelles et leur juridiction offshore présentent encore un autre avantage majeur : contrairement au Panama, les compagnies achetées sur l'ancienne île pirate n'ont pas besoin de trois directeurs et trois « officers », mais d'un seul directeur, dans ce cas Roy Reding en personne. Donc pas besoin de passer par d'autres intermédiaires, ce qui augmente le niveau de discrétion.

Lorsque son cabinet commande une compagnie en janvier 2012, il est d'abord question d'une liste de prix pour les compagnies « shelf » ; puis, au cours d'un marchandage, le nom de la compagnie est fixé. Pour ce faire, le client Reding donne à Mossfon Luxembourg (l'autre succursale de Mossack Fonseca) une liste de noms, comparée aux dénominations existantes. Après avoir rempli tous les

papiers, cela prend entre une et deux semaines et l'affaire est dans le sac : Reding est directeur et propriétaire de Chuck Morrison Ltd, domiciliée aux Seychelles.



Roy Reding semble avoir compris avant l'heure que faire du business aux Seychelles tout en étant député n'était pas la meilleure idée.

Malgré l'impossibilité de trouver des documents qui retracent l'activité de cette firme, les Panama Papers racontent néanmoins sa fin peu glorieuse. Tout commence par un changement de législation aux Seychelles : la réglementation des participations est changée et désormais, celles-ci doivent faire l'objet d'un enregistrement. S'ensuit un échange entre Mossack Fonseca et l'étude Reding, dans lequel cette dernière tarde à réagir. Des rappels ignorés et des dates butoirs passent entre fin 2013 et l'année 2014. Jusqu'à ce que le cabinet panaméen informe Reding que sa compagnie est « struck off » - ce que ce dernier, comme on l'a vu, semble avoir apprécié.

## Plongeon dans le passé

Pourquoi le woxx s'attelle-t-il à la tâche de déterrer les petits business que les représentants du peuple ont faits avec Mossack Fonseca ? D'abord parce qu'il le peut, grâce à sa collaboration avec la « Süddeutsche Zeitung » et l'ICIJ. Et puis il ne s'agit pas uniquement de dénoncer ces affaires - a priori toutes légales - et de crier au scandale. Non, le but est que nos lectrices et lecteurs comprennent un peu mieux ce qui s'est fait dans les coulisses non seulement du tristement célèbre cabinet panaméen, mais aussi dans celles de la démocratie luxembourgeoise. C'est un devoir démocratique de la presse de rapporter, sans fard, ce qui se trame derrière la façade, et c'est ce que nous faisons et ferons ici. Car Roy Reding n'est que le premier d'une série de députés et d'autres acteurs connus de la société luxembourgeoise dont nous avons pu trouver le nom dans les Panama Papers.